

OTC

Manifestation ce soir devant l'Assemblée nationale

Profitant que l'attention de la communauté internationale est légitimement tournée vers la guerre en Ukraine, le régime azerbaïdjanais, poussé par son allié turc, est en train perpétré un nouveau crime contre le peuple arménien. Depuis le 12 décembre dernier, les autorités azerbaïdjanaises bloquent le corridor de Latchine, coupant ainsi du monde les 120 000 citoyens de la République du Haut-Karabakh, avec la complicité des troupes russes censée garantir la libre circulation dans cette route.

Ce blocus est en train de créer une véritable catastrophe humanitaire dans une population aujourd'hui en danger de mort.

Face à ce nouvel épisode du projet panturquiste visant à éliminer la présence arménienne de la région, dans la continuité du génocide de 1915, la communauté internationale se doit réagir, de se mobiliser et de mettre en place un véritable plan de sauvetage du Haut-Karabakh et de l'Arménie.

Le président Macron a déclaré le 13 octobre dernier que la France ne « laisserait pas tomber les Arméniens ». Le 3 octobre et le 30 novembre 2022, le Sénat et l'Assemblée nationale ont adopté à l'unanimité deux résolutions parallèles visant à exiger « la fin de l'agression de l'Azerbaïdjan à l'encontre de l'Arménie et à établir une paix durable dans le Caucase », en mobilisant les instances internationales, en envisageant des « sanctions » contre l'Azerbaïdjan et un « renforcement des capacités de défense de l'Arménie ». Car pas plus que l'Ukraine n'aurait pu résister seule face à l'offensive militaire russe, ni la petite Arménie ni le Haut-Karabakh n'ont les moyens de se défendre seuls face la coalition de deux Etats disproportionnellement plus puissants qu'eux en termes

démographique, économique et militaire.

Pour que la force brutale ne prime pas sur le droit

Pour que la communauté internationale se donne réellement les moyens de protéger et de garantir l'existence de l'Arménie,

Pour que les mots soient suivis d'actes afin de prévenir le risque d'un nouveau génocide commis pas les même contre les mêmes, le CCAF appelle à un grand rassemblement devant l'Assemblée nationale, place Edouard Herriot, le 10 janvier à 18h30 en présence de nombreuses personnalités politiques et d'élus. Ce rassemblement sera suivi d'un deuxième le 17 janvier puis d'un troisième le 24 janvier, juste avant le dîner du CCAF qui aura lieu le 25 janvier à Paris, en présence du Président de la République.

Bureau national du CCAF

10 janvier 2023

2.Les Nouvelles d'Arménie

10 janvier 2023

L'Artsakh à l'heure du rationnement

Après près d'un mois de blocus imposé par un groupe de manifestants azéris appuyés par le régime de Bakou, les autorités arméniennes du Karabagh ont décidé, lundi 9 janvier, de procéder au rationnement des denrées alimentaires de base ainsi que des produits de première nécessité. Alors que les pénuries se font cruellement sentir dans le territoire arménien sous état de siège depuis le 12 décembre, les autorités locales qui avaient déjà procédé à des mesures de restrictions visant à en limiter les effets sur les quelque 120 000 habitants du Karabagh, ont annoncé des limitations drastiques dans la vente de certains produits alimentaires et autres produits essentiels. Les stocks stratégiques sont en effet menacés, et les autorités, qui se préparent à un long blocus, faute de quelque avancée dans les prétendues négociations entre le régime de Bakou et les Russes, garants de la sécurité des Arméniens du Karabagh et donc de la libre

circulation sur le corridor de Latchine, unique axe les reliant à l'Arménie et au monde extérieur. Les commerces du Karabagh étaient déjà largement dépourvus de stock en décembre et la plupart d'entre eux ne proposaient plus guère que les produits laitiers, pains et autres alcools produits localement. Les autorités avaient puisé la semaine dernière dans leurs réserves stratégiques pour commencer à approvisionner les détaillants en produits importés tels que l'huile de tournesol, le sucre, le riz ou le sel. Mais des habitants de Stepanakert se sont plaints de ce que tous les commerces n'avaient pas été approvisionnés en produits de première nécessité, certains d'entre eux étant par ailleurs suspectés de constituer des stocks au lieu de les proposer à la vente. Le gouvernement du Karabagh a répondu en annonçant le rationnement obligatoire des produits qu'il met à la disposition des commerces. Des responsables locaux ont affirmé que le nouveau système de distribution entrera en vigueur en fin de semaine, sous la forme de coupons de rationnement distribués à tous les habitants du Karabagh. "L'idée consiste à distribuer à la population de petites quantités prélevées sur les réserves de l'Etat", a expliqué Narine Aghabalian, une porte-parole du gouvernement en ajoutant : "Les coupons de rationnement ne pourront être utilisés que pour l'achat de produits essentiels". Interrogée par le Service arménien de RFE/RL, N. Aghabalian n'a pas fourni la liste complète des produits concernés. La porte-parole du gouvernement de l'Artsakh a par ailleurs déclaré : "Nous continuerons à veiller à l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires. Je veux aussi souligner que dans nos rencontres avec les gens, nous avons pu constater combien ils sont déterminés et préparés à endurer ces pénuries pour affirmer leur droit à vivre librement dans leur patrie ". De même, les autorités ont limité la vente de carburants - en particulier le gasoil - le 14 décembre, soit deux jours après le blocage du corridor de Latchine par un groupe de manifestants azéris se présentant comme écologistes et prétendant agir pour le bien de l'environnement, que dégraderait l'exploitation de mines d'or par les Arméniens du Karabagh. Depuis, ces écologistes azéris surgis de nulle part campent sur la route vitale pour le Karabagh et sur leurs positions, exigeant que le régime de Bakou, qui les soutient ouvertement, puisse procéder à l'inspection de la mine d'or concernée. Les autorités arméniennes, à Stepanakert comme à Erevan, jugent cette exigence inacceptable car contraire aux termes de l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 qui avait mis fin à six semaines de guerre au Karabagh, mais sans céder aux pressions de Bakou, les autorités du Karabagh ont décidé la suspension des activités sur l'unique gisement d'or et de molybdène en exploitation en Artsakh, dans l'attente d'un audit environnemental

qu'elles ont sollicité. Le premier ministre du Karabagh, Ruben Vardanyan, avait déclaré la semaine dernière que la région peuplée d'Arméniens se préparait à un long blocus et ne céderait pas aux pressions de l'Azerbaïdjan.

3.Les Nouvelles d'Arménie

10 janvier 2023

[Une nouvelle mission d'observation de l'UE en Arménie ? - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/actualites/une-nouvelle-mission-d-observation-de-l-ue-en-armenie-2023-01-10)

Une nouvelle mission d'observation de l'UE en Arménie ?

Le 9 janvier, le ministre arménien des affaires étrangères Ararat Mirzoyan a eu une rencontre avec les membres d'une équipe d'évaluation technique envoyée par l'Union européenne à Erevan. L'équipe visitait l'Arménie dans la perspective d'y déployer une nouvelle mission d'observation civile de l'UE, a indiqué le ministère arménien des affaires étrangères. Lors de la rencontre, les parties ont discuté des activités de la mission d'observation de l'UE dont le mandat s'était achevé le 19 décembre 2022, du côté arménien de la frontière arméno-azérie. "Dans ce contexte, le ministre des affaires étrangères Mirzoyan a hautement apprécié le rôle de la mission d'observation pour le renforcement de la stabilité dans la région et la prévention de nouvelles agressions contre l'Arménie et a exprimé sa disposition à poursuivre la coopération" a notamment indiqué le communiqué du ministère arménien diffusé à l'issue de la rencontre, durant laquelle d'autres sujets d'intérêt mutuel ont été évoqués, précise le communiqué. Le chef de la délégation de l'UE en Arménie, l'ambassadrice Andrea Wiktorin, était aussi présente lors de cette rencontre. Début décembre, alors que la première mission d'observation européenne achevait son mandat, l'UE avait déclaré que "...la mission d'observation de l'UE en activité en Géorgie (EUMM Georgia) déploiera une équipe d'assistance à titre transitoire en Arménie de façon à ce que l'UE soit mieux informée de la situation sécuritaire, et pour contribuer à la préparation d'une possible mission civile CSDP dans le pays ».

4. Les Nouvelles d'Arménie

10 janvier 2023

Urgence pour l'ouverture de l'aéroport de Stepanakert

Des efforts immédiats sont nécessaires pour exploiter l'aéroport de Stepanakert afin de transporter par avion l'aide humanitaire d'urgence à Stepanakert, a déclaré le conseil d'administration du Hayastan All-Armenian Fund dans un communiqué.

« Le blocus complet du peuple du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan, qui a débuté le 12 décembre 2022, en violation flagrante du régime fixé pour le corridor de Lachin dans la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020, et la fermeture de la bouée de sauvetage qui relie le Haut-Karabakh à l'Arménie et au reste du monde, a constitué une grave menace existentielle pour environ 120 000 arméniens qui vivent sur place. Ce faisant, l'Azerbaïdjan crée au moins un terrain pour les déplacements forcés, menant ainsi une politique claire de nettoyage ethnique", a déclaré le Fonds.

« La population du Haut-Karabakh reste en otage entre les mains d'un pays qui, malgré son aspiration à être plus proche de l'Europe, viole grossièrement et néglige les valeurs civilisationnelles universelles par de telles actions », a-t-il ajouté.

« Le blocus prolongé du corridor de Latchine a conduit à une crise humanitaire croissante qui peut se transformer en une catastrophe humanitaire. La pénurie de produits essentiels, de nourriture et de médicaments est devenue tangible. En effet, toute la population du Haut-Karabakh a été privée du droit à la liberté de circulation ; des milliers de personnes, y compris des enfants, sont bloquées pendant les froids mois d'hiver, et de nombreuses familles ont été forcées de se séparer en se trouvant de différents côtés du blocus", peut-on lire dans le communiqué.

« L’Azerbaïdjan doit immédiatement mettre fin au blocus du corridor de Latchine et, conformément à ses engagements, garantir la libre circulation des résidents du Haut-Karabakh et sécuriser le trafic de véhicules et de marchandises le long de cette bouée de sauvetage », a souligné le Fonds Hayastan.

Il a exhorté toute l’humanité avancée et les organisations internationales respectives à faire tous les efforts pour prévenir un nouveau génocide potentiel et défendre tous les droits fondamentaux de la population du Haut-Karabakh.

Le Fonds a également exhorté le secrétaire général des Nations Unies, d’autres organisations internationales et les États concernés à faire des efforts immédiats pour exploiter l’aéroport de Stepanakert et mettre en place des garanties pour fournir une aide humanitaire d’urgence à la population du Haut-Karabakh par voie aérienne.

« Nous réitérons l’engagement continu du Fonds arménien « Hayastan » dans sa mission, qui est entièrement basée sur des valeurs universelles et des principes humanitaires », a déclaré le conseil d’administration.

5.Les Nouvelles d’Arménie

10 janvier 2023

Une délégation parlementaire française attendue à Erevan

Une délégation parlementaire française, conduite par la présidente de l’Assemblée nationale française Yaël Braun-Pivet, est attendue cette semaine en Arménie où elle doit effectuer une visite officielle. “Durant cette période de fêtes de Noël, mes pensées vont à tous les Arméniens à qui j’adresse mes vœux d’espoir et de paix. Je me rendrai en Arménie la semaine prochaine avec [la vice-présidente de l’Assemblée nationale] Valerie Rabault, Jean-Louis Bourlanges, Anne Genetet, et Anne-Laurence Petel pour réaffirmer le soutien de l’Assemblée nationale de la France ”, a tweeté Yaël Braun-Pivet. De son côté, le président de l’Assemblée nationale d’ Arménie Alen Simonyan a répondu à ce tweet par ce

message de bienvenue : "Nous vous recevrons avec un grand plaisir ".

6.Armenpress

10 janvier 2023

[PM: le Sommet de l'OTSC à Erevan est terminé, mais la conversation n'est pas terminée, elle reste à notre agenda | ARMENPRESS Armenian News Agency](#)

PM: le Sommet de l'OTSC à Erevan est terminé, mais la conversation n'est pas terminée, elle reste à notre agenda

EREVAN, 10 JANVIER, ARMENPRESS: L'Arménie ne fait pour l'instant qu'enregistrer les faits et ne tire aucune conclusion dans les conditions où la Russie et l'OTSC ne réagissent pas de manière appropriée à l'agression de l'Azerbaïdjan contre le territoire arménien, a déclaré le Premier ministre Nikol Pashinyan lors d'une conférence de presse.

"L'idée que la Russie est l'allié de sécurité numéro un et le garant de la sécurité de l'Arménie a été une pierre angulaire dans le processus de formation de la République d'Arménie. Nous avons également perçu et continuons de percevoir cette question de cette manière. Et après la guerre des 44 jours de 2020, notre principale préoccupation était la suivante : que l'Azerbaïdjan lance une agression contre le territoire internationalement reconnu de l'Arménie. Et cela a été le principal sujet de nos communications avec la Russie dans le secteur de la sécurité. Et je pense que cette conversation a été très concrète. Et à la suite de ces conversations, nous avons reçu des assurances officielles que les frontières de l'Arménie sont des lignes rouges pour nos alliés et partenaires en matière de sécurité", a déclaré M. Pashinyan.

Cependant, lorsque les événements de Sotk-Khoznavar ont eu lieu en mai 2021,

l'invasion azérie dans le territoire de l'Arménie, l'Arménie s'attendait à des actions concrètes de la part de la Russie et d'autres partenaires de sécurité dans le cadre des accords précédemment conclus. "Et en réponse aux appels et aux demandes de l'Arménie, nous avons reçu un argument selon lequel les frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne sont pas délimitées. Et dans ce contexte, une contradiction substantielle est apparue, dans ce cas où passe cette ligne rouge, et nous avons enregistré cela dans les relations interétatiques. Dans ce contexte, la réponse à cette question est devenue très importante pour la construction des relations futures", a déclaré Pashinyan.

Le Premier ministre arménien a souligné que cette ligne rouge existe de jure, c'est la zone de responsabilité de l'OTSC dans la région, en particulier en Arménie. "Et pendant le sommet de l'OTSC à Erevan, notre objectif principal était que non seulement nous avons un problème en théorie, mais aussi en pratique, pour montrer et comprendre ce qu'est la zone de responsabilité de l'OTSC en Arménie. Et nous avons dit, sans enregistrer officiellement cette ligne, nous n'imaginons pas adopter un quelconque document. C'est le contenu principal qui reste sur la table aujourd'hui. Autrement dit, le sommet de l'OTSC à Erevan est terminé, mais la conversation n'est pas terminée. Et cela continue d'être un point à l'ordre du jour pour nous", a déclaré le Premier ministre arménien.

Ces derniers temps, dans sa communication avec les pays occidentaux, l'Azerbaïdjan explique ses actions agressives en disant qu'il a des inquiétudes que l'Arménie et la Russie préparent une agression conjointe contre l'Azerbaïdjan et que leurs actions sont "préventives". Le Premier ministre arménien a qualifié cette affirmation d'absurde, et a ajouté que sur la toile de fond des événements en Ukraine, ce récit suscite un certain intérêt et c'est pourquoi l'Azerbaïdjan développe ce récit en Occident. "Et nous attirons l'attention de nos partenaires russes sur ce fait, en indiquant qu'en cas de non-réponse de leur part, il s'avère que la présence militaire russe en Arménie non seulement ne garantit pas la sécurité de l'Arménie mais au contraire crée des menaces pour la sécurité de l'Arménie. Et nous ne tirons pas de conclusions de ces faits, nous enregistrons simplement les faits pour l'instant", a déclaré le Premier ministre, ajoutant que cela a été une conversation continue avec la Russie.

10 janvier 2023

La Croix-Rouge facilite le transfert de trois patients de l'Artsakh bloqué

Partage EREVAN, 10 JANVIER, ARMENPRESS: Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a facilité le transfert de trois patients du blocus de l'Artsakh vers l'Arménie le 10 janvier, a déclaré le ministère de la Santé de l'Artsakh.

Les opérations chirurgicales planifiées restent suspendues dans les hôpitaux de l'Artsakh en raison du blocus.

11 enfants sont en soins néonataux et intensifs à l'hôpital d'Arevik.

9 patients du centre médical républicain sont en soins intensifs, dont 4 sont dans un état critique.

Pendant le blocus, la Croix-Rouge a jusqu'à présent facilité le transfert de 16 patients en Arménie pour y être soignés.

8.Armenpress

10 janvier 2023

[Le Premier ministre croit à la normalisation des relations avec la Turquie et l'Azerbaïdjan | ARMENPRESS Armenian News Agency](#)

Le Premier ministre croit à la normalisation des relations avec la

Turquie et l'Azerbaïdjan

PartEREVAN, 10 JANVIER, ARMENPRESS: Le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan déclare que l'on ne peut pas obtenir une paix réelle en la mendiant. Selon lui, la paix doit être méritée.

"Nous devons agir de manière maximalement responsable", a déclaré Pashinyan lors d'une conférence de presse. "Il y a des menaces, il y a des opportunités, et nous devons faire face à tout cela. En ce qui concerne la mendicité de la paix, je suis d'accord avec vous : on ne peut pas avoir la paix en mendiant la paix. On peut avoir la paix en la méritant. Il existe un récit selon lequel la paix peut être obtenue en imposant la paix. Notre expérience a montré que cela ne se produit pas non plus. La paix doit être gagnée, c'est évident. Je suis tout à fait d'accord pour dire que la paix ne peut être obtenue en mendiant", a déclaré M. Pashinyan interrogé par un journaliste.

Pashinyan a ajouté que la paix peut être obtenue en changeant quelque peu de point de vue, en évaluant avec précision les situations et les réalités, en prenant des mesures calculées au maximum, en augmentant le rôle, la visibilité et l'importance de l'Arménie, par le biais d'un niveau plus élevé d'établissement institutionnel et en changeant les relations dans la région.

"Nous pouvons avoir la paix si nous sommes capables d'établir des relations tolérantes avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, en formant une scène de certains accords. Et de développer nos relations avec l'Iran et la Géorgie. C'est la formule de la paix. Et nous devons absolument utiliser les ressources de la communauté internationale qui peuvent nous aider dans ce domaine. Je crois en la normalisation des relations avec l'Azerbaïdjan et la Turquie pour une seule raison : avant de faire quelque chose, il faut y croire. Si nous n'y croyons pas, alors pourquoi négocier, est-ce que nous faisons semblant ? Faire semblant de négocier ne mènera à rien de bon", a déclaré Pashinyan.

9.Le Courriel d'Erevan

10 janvier 2023

Le Pape François a appelé à la libération des prisonniers de guerre.

Selon un communiqué de presse de l'ambassade d'Arménie au Vatican, lors d'une réunion annuelle avec le corps diplomatique au Vatican, à laquelle assistait l'ambassadeur d'Arménie, le pape François a abordé les conflits en cours dans diverses régions, et a déclaré : "Je pense en particulier à la situation actuelle dans le Caucase du Sud. J'appelle les parties à respecter le cessez-le-feu, et je répète que la libération des prisonniers de guerre et des civils détenus sera une étape importante pour le traité de paix tant souhaité."

L'Azerbaïdjan détient toujours des prisonniers de guerre arméniens, en violation des dispositions de l'accord de cessez-le-feu de 2020.

10.Le Courriel d'Erevan

6 janvier 2023

Philip Reeker, le représentant spécial de Washington pour la région met fin à ses fonctions

Philip Reeker, co-président américain du Groupe de Minsk et conseiller principal pour les négociations dans le Caucase pour le département d'État démissionne de ses fonctions. Les États-Unis réaffirment cependant leurs engagements pour la région, peut-être de façon moins directe.

Par Olivier Merlet

« Départ à la retraite » annonce Ned Price, porte-parole du département d'État américain, lors de son briefing quotidien du 4 janvier. Philip Reeker pourtant âgé que de 57 ans, met donc fin à ses activités de diplomate, 4 mois et 12 jours seulement après sa nomination en tant représentant spécial de Washington dans le Caucase par Anthony Blinken le 24 août dernier.

Interrogé sur un éventuel rapport entre l'annonce de sa retraite et l'annulation de la rencontre Mirzoyan - Bayramov qui devait se tenir à Washington en décembre, Ned Price a fermement démenti, assurant qu'il avait toujours été entendu et prévu que Philip Reeker occuperait ce poste à court terme jusqu'à la fin de l'année dernière.

Le porte-parole du département d'État américain n'a évoqué aucun candidat susceptible de reprendre la mission laissée vacante par le diplomate, précisant par ailleurs qu'Anthony Blinken, le secrétaire d'État, devrait dans les prochains jours, renouer le dialogue par téléphone avec ses homologues, les ministres arméniens et azerbaïdjanais des Affaires étrangères.

« Le départ de l'ambassadeur Reeker ne remet nullement en cause l'engagement des États-Unis à promouvoir un avenir sûr, stable, démocratique, prospère et pacifique pour la région du Caucase du Sud », a ajouté Ned Price. « Notre approche ne va pas changer », affirme-t-il, « celle de la facilitation, en aidant les parties elles-mêmes à s'asseoir ensemble de manière constructive, et à réaliser idéalement des progrès vers ce qui est finalement une solution globale à long terme ».

Le porte-parole précise cependant que l'engagement des États-Unis pour faciliter le dialogue direct entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et trouver des solutions à toutes les questions en suspens liées au conflit du Haut-Karabakh sera désormais bilatéral, « avec des partenaires de même sensibilité, comme l'Union européenne, et par le biais d'organisations internationales, comme l'OSCE ».

11.Le Courriel d'Erevan

9 janvier 2023

La présidente de l'Assemblée nationale française en visite en Arménie

Yaël Braun-Pivet, la présidente de l'Assemblée nationale française accompagnée d'une délégation parlementaire se rendra en Arménie du 12 au 14 janvier.

Par Olivier Merlet

Quatre députés accompagneront la présidente de l'Assemblée nationale française dans son déplacement : Anne-Laurence Petel, porteuse devant l'hémicycle de la résolution 388 exigeant la fin de l'agression de l'Azerbaïdjan à l'encontre de l'Arménie et adoptée en premier lecture le 1^{er} décembre dernier, Valérie Rabault, Jean-Louis Bourlanges et Anne Genetet, députée de la 11^{ème} circonscription des Français de l'étranger, celle d'Erevan et de Bakou notamment.

« En cette période de fêtes de Noël, mes pensées vont vers tous les Arméniens auxquels j'adresse mes vœux d'espoir et de paix », tweettait Yael Braun Pivet en fin de semaine dernière. La liste des rendez-vous prévus est en cours de finalisation mais l'on sait déjà qu'elle devrait intervenir devant le parlement arménien vendredi prochain.

Quatrième personnage de l'État, la Présidente de l'Assemblée nationale joue un rôle essentiel dans la vie politique et institutionnelle française. Sa première mission est d'assurer la conduite des débats dans de bonnes conditions au sein de l'hémicycle, d'assurer le bon fonctionnement de l'Assemblée, d'organiser le travail parlementaire et de diriger les débats en séance publique. Sa place au sein des institutions de la République lui confère par ailleurs des fonctions de représentations et de diplomatie importantes. Elle représente l'institution parlementaire lors de ses déplacements officiels nationaux et peut avoir un rôle actif sur la scène internationale, dont les initiatives peuvent avoir un impact fort auprès des opinions ou déboucher sur des réalisations concrètes et importantes.

Yaël Braun-Pivet, 53 ans, députée du département des Yvelines pour la majorité

présidentielle, avocate dans le civil, est entrée en politique sous étiquette socialiste dans les années 2000. Première femme de l'Histoire de France à accéder au "perchoir", la présidence de l'Assemblée nationale. Le 9 novembre dernier, à l'occasion de la visite en France d'Hakob Arshakyan, le vice-président du Parlement arménien, elle réaffirmait son soutien personnel et celui soutien de l'ensemble de l'Assemblée nationale à l'Arménie : « Il est important que nous nous tenions aux côtés de ce pays, le droit et l'intégrité du peuple arménien doivent prévaloir » déclarait Yaël Braun-Pivet.

12.Le Courriel d'Erevan

5 janvier 2023

24ème jour du blocus: la défenseuse des droits de l'homme d'Arménie fait le point

L'Ombudswoman de l'Arménie, Kristine Grigoryan, a présenté les dernières informations sur les conséquences humanitaires de la fermeture du corridor de Lachin par l'Azerbaïdjan.

Selon elle, au 24e jour du blocus, il reste 120 000 personnes dans le blocus, dont 30 000 enfants, 20 000 personnes âgées et 9 000 personnes handicapées.

1 100 personnes, dont 270 enfants, ne peuvent pas retourner en Artsakh. Dans le même temps, 350 personnes de l'Artsakh sont privées de soins médicaux et de soins de réhabilitation en Arménie. Après le début du blocus, une personne est morte en raison de l'impossibilité de la transporter en Arménie. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a transporté 10 personnes en Arménie depuis l'Artsakh. Le CICR a également livré 10 tonnes d'aide humanitaire à l'Artsakh depuis l'Arménie.

En Artsakh, 18 personnes (dont 8 enfants) sont dans des unités de soins intensifs et doivent recevoir des soins médicaux en Arménie. En outre, en raison du blocus,

les biens essentiels ne peuvent être importés en Artsakh, il y a une pénurie de médicaments et d'équipements médicaux dans la république et les médicaments pour les patients atteints de cancer ne sont pas disponibles. En Artsakh toujours, les opérations programmées ont été reportées, et les préparations lactées spéciales pour les nouveau-nés sont totalement absentes.

13.Nor Haratch

9 janvier 2023

[L'activité des établissements préscolaires temporairement suspendue en Artsakh - Nor Haratch](#)

L'activité des établissements préscolaires temporairement suspendue en Artsakh

Selon le ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports de la République d'Artsakh, en raison de l'approvisionnement insuffisant en nourriture, l'activité des établissements préscolaires est temporairement suspendue.

Les écoles publiques, quant à elles, continuent de fonctionner normalement.

14.Nor Haratch

9 janvier 2023

Le représentant des États-Unis à

l'OSCE appelle l'Azerbaïdjan et la Russie à rétablir immédiatement la libre circulation du corridor de Berdzo

Michael Carpenter, le représentant permanent des États-Unis auprès de l'OSCE, a abordé la question de la fermeture du corridor de Berdzor avec un tweet posté sur son compte :

« Les États-Unis sont préoccupés par le blocage du corridor de Berdzor qui dure depuis plus de trois semaines, provoquant une situation humanitaire grave. Nous exprimons notre gratitude à l'Organisation internationale de la Croix-Rouge pour avoir fourni une aide importante dans ces circonstances, mais nous appelons l'Azerbaïdjan et la Russie à rétablir immédiatement la libre circulation du corridor », a écrit le diplomate américain.

15.Nor Haratch

9 janvier 2023

[« Les pseudo-activistes écologistes azéris sont partis se réchauffer à Bakou. A leur place : des soldats. Les masques sont tombés » - Nor Haratch](#)

« Les pseudo-activistes écologistes azéris sont partis se réchauffer à Bakou. A leur place : des soldats. Les masques sont tombés »

LE COIN DE JEAN-CHRISTOPHE BUISSON

Ci-dessous deux tweets - toujours très éloquents - de Jean-Christophe Buisson, directeur-adjoint du « Figaro-Magazine » :

« Avec les températures descendues à -10°, les pseudo-activistes écologistes azéris sont partis se réchauffer à Bakou. A leur place : des soldats. Les masques sont tombés : le blocage du corridor de Latchine (depuis 29 jours !!) est bien un acte de guerre contre les Arméniens d'Artsakh. »

* * *

« Inquiétante réhabilitation et modernisation d'une base militaire azérie à la frontière du Nakhitchevan / Turquie [, à Aliabad]. Pour mémoire, la ville d'Aliabad portait avant 1991 le nom de Miasnikian, en référence à un chef bolchevik arménien. Car le Nakhitchevan était jadis arménien lui aussi... »

16.Le Monde

27 décembre 2022

« Emmanuel Macron doit tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh et de la République d'Arménie »

Au-delà de leurs divergences, onze parlementaires et dirigeants politiques de différents bords, dont Eric Ciotti, Olivier Faure et Fabien Roussel, dans une tribune au « Monde », pressent Emmanuel Macron d'intervenir pour « empêcher l'irréparable » et assurer la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh.

Depuis le 12 décembre, l'Azerbaïdjan occupe le corridor de Latchine, seule voie d'accès vers l'extérieur de la population arménienne d'Artsakh/Haut-Karabakh [Artsakh est le nom arménien de ce territoire], faisant peser la menace d'une catastrophe humanitaire majeure. Environ 120 000 personnes, dont 30 000 enfants, se voient en effet privées de ressources, dont l'approvisionnement alimentaire et médical. Durant trois jours, l'Azerbaïdjan a aussi coupé le gaz, donc le chauffage, exposant la population à un froid glacial.

Cet événement marque une escalade supplémentaire dans les agressions perpétrées depuis septembre 2020 par l'Azerbaïdjan contre les Arméniens, qu'ils soient citoyens du Haut Karabakh ou de la République d'Arménie, en violation totale du droit international, des conventions de Genève et des négociations dans le cadre du groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui prévoient un règlement pacifique à la question du Haut-Karabakh.

Epuration ethnique

Tout porte à croire que l'Azerbaïdjan ne s'arrêtera pas là et exploitera la moindre occasion pour poursuivre ses manœuvres de déstabilisation et de harcèlement des populations arméniennes du Haut-Karabakh et de la République d'Arménie dans un objectif affirmé d'épuration ethnique.

Archives de 2020 : Article réservé à nos abonnés « Dans le Haut-Karabakh, les Arméniens font face non seulement à une guerre d'agression, mais aussi à une tentative d'élimination » Crimes de guerre attestés, promotion de la haine ethnique, destruction du patrimoine culturel arménien, attaque de l'Arménie en septembre 2022 et occupation illégale depuis d'une partie de son territoire souverain, exactions répétées contre des populations civiles : les agissements de l'Azerbaïdjan revêtent un caractère inadmissible, qui conduirait la France à intervenir n'importe où et en toutes circonstances. Il s'agit de surcroît d'une menace pesant sur un peuple ami, « l'Arménie, notre vaillante petite alliée », selon les mots de Georges Clemenceau (1841-1929).

17.Le Figaro

5 janvier 2023

Par [Pierre-Alexis Michau](#)

Tigrane Yégavian: «Qui se soucie encore des chrétiens d'Orient ?»

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Le géopolitologue appelle à dépasser les considérations religieuses et politiques à propos des chrétiens d'Orient. Selon lui, ils méritent un soutien inconditionnel, en tant que créateurs d'unité dans des sociétés de plus en plus divisées. Tigrane Yegavian est géopolitologue spécialiste du Caucase et du Moyen-Orient, il est également chercheur au Centre Français de Recherche sur le Renseignement. Il a notamment publié *Minorités d'Orient les oubliés de l'Histoire* aux éditions Le Rocher en 2019.

FIGAROVOX. - Malgré l'importance de la défense des minorités dans les sociétés occidentales, on entend peu parler de la situation dramatique des chrétiens au Moyen-Orient et de leur perte de droits. Le sujet est-il devenu tabou en France ?

Tigrane YÉGAVIAN. - Ce que je trouve avant tout désolant, c'est qu'il y ait une telle politisation d'un débat qui ne devrait pas l'être. Il faut noter qu'à la fin du XIXe, les principaux soutiens de la cause des Arméniens et des Chaldéens opprimés par les Turcs ottomans, étaient surtout des gens de gauche tels que Jean Jaurès, Anatole France, Charles Péguy... Et c'est plus récemment que les chrétiens de droite se sont emparés de ces questions. Même dans les années 90, la cause arménienne était défendue par le parti socialiste et communiste. Mais on voit très clairement qu'après 2014 et l'invasion de l'Irak par l'État islamique qui expulse les chrétiens et extermine les Yézidis, il y a une vague d'émotion au sein de la classe politique de droite. Celle-ci va donc s'emparer du sujet, et parfois l'instrumentaliser, comme l'a fait *Reconquête*. Tandis que la gauche, elle, a abandonné cette cause, et s'est surtout illustrée par une indignation à géométrie variable. Le refus d'Arte de dialoguer avec l'Œuvre d'Orient, association tout à fait respectable, est hautement significatif. Mais au-delà de la politisation et de l'hystérisation du sujet qui nuisent à sa visibilité et empêchent une concertation pacifique, il y a aussi un effet de mode. C'est-à-dire que les chrétiens d'Orient n'entrent pas dans les codes actuels, ce n'est pas une cause qui émeut le grand public. S'il s'agissait de féministes LGBT qui affrontaient Daesh, là on en aurait plus parlé, il y aurait eu un narratif susceptible de toucher les gens. Les chrétiens

d'Orient ont le malheur d'être chrétiens...

« Ces chrétiens sont les derniers à tisser des liens sociaux supra-confessionnels, grâce à leur tissu scolaire et hospitalier, dans des pays menacés de division et d'effondrement. »Tigrane Yegavian

Le problème de ces chrétiens c'est que pendant plusieurs siècles ils ont été protégés par les Occidentaux, notamment au XIXe, après ils ont essayé de s'émanciper en devenant des citoyens, ce qui n'a pas marché du fait de l'islamisation des sociétés arabes, et maintenant ils se retrouvent au pied d'un troisième paradigme, ils ne savent pas comment faire pour garantir et pérenniser leur avenir, ils cherchent leur place. Je pense que l'on est arrivé à un moment charnière de leur histoire, un point de bascule. Il est nécessaire de les aider, en tant que minorité, à trouver une nouvelle place dans ces sociétés. Mais en Occident on ne parle d'eux qu'à Noël, ou lorsqu'il y a un attentat en Égypte, en Irak... On manque aussi de nuance lorsque l'on parle de ce sujet, notamment dans le conflit syrien. On a tendance, en France, à avoir une vision binaire et expliquer que les chrétiens soutiennent le régime de Bachar el-Assad. Les chrétiens sont tout à fait conscients de la nature autocratique de ce régime, mais ils n'ont aucune confiance en l'Occident pour garantir leur sécurité, c'est donc une sorte de «moindre mal».

FIGAROVOX. - La chaîne de télévision franco-allemande Arte a refusé la diffusion d'un spot publicitaire de l'Œuvre d'Orient. Selon l'Œuvre d'Orient la chaîne se « réfugie derrière son cahier des charges franco-allemand pour refuser la diffusion de ce spot et couper la voix aux chrétiens d'Orient ». Cette critique est elle justifiée ? Comment expliquez-vous le refus de la chaîne ?

Tigrane YÈGAVIAN. - Il me semble y avoir de la mauvaise foi de la part d'Arte, parce qu'ils sont à la pointe pour toutes les causes «droits de l'hommistes», y compris celles qui défendent les minorités religieuses. La cause des Ouïghours ou des Rohingya, par exemple, font l'objet d'une couverture médiatique bien plus importante chez Arte que dans le reste du service public. Il y a donc une forme de

deux poids deux mesures et d'hypocrisie dans le traitement de ce sujet, surtout de la part d'une chaîne du service public qui avait pourtant produit en 2016 un documentaire sur les chrétiens d'Orient. On se retrouve donc, aujourd'hui, dans une forme de blocage qui ne peut être motivé, à mon sens, que par des raisons politiques. Comme si les chrétiens d'Orient gênaient, ne rentraient pas dans les bonnes cases, alors que l'Œuvre d'Orient est une organisation institutionnelle tout à fait neutre, et extrêmement bien installé dans le paysage français depuis 1856. Cette association n'a pas d'agenda politique, c'est une organisation non-gouvernementale qui coopère depuis longtemps avec le ministère des affaires étrangères et d'autres acteurs publics. De même, les spots publicitaires de l'Œuvre d'Orient ont souvent été relayés par les médias traditionnels, tels que Radio France. À lire aussi Pour Noël, la cause des chrétiens d'Orient n'est pas la bienvenue sur Arte Mais je pense qu'il y a eu une radicalisation et une politisation du sujet des chrétiens d'Orient, et que des associations telles que SOS chrétiens d'Orient ont une part de responsabilité, bien qu'elles fassent un travail tout à fait louable. Et pour une chaîne comme Arte, très «droits de l'homme», défenseur de la démocratie libérale, antirusse, qui a donc une ligne éditoriale assez marquée, cette politisation peut gêner. L'Œuvre d'Orient défend les chrétiens d'Orient, non pas parce qu'ils sont chrétiens, mais parce qu'ils ont une mission spéciale. C'est-à-dire que ces chrétiens sont les derniers à tisser des liens sociaux supra-confessionnels, grâce à leur tissu scolaire et hospitalier, dans des pays menacés de division et d'effondrement. Comment les chrétiens d'Orient perçoivent cette absence de mobilisation et ce silence relatif de l'Occident ? Il y a une incompréhension totale par rapport à l'Occident et la France que beaucoup vénèrent, notamment les Maronites. Il y a une vraie fracture géopolitique entre les catholiques libanais, et même syriens, qui voyaient la France comme une deuxième patrie mais subissent un désamour et un désengagement de la part de celle-ci, notamment à partir de Sarkozy. Lorsqu'il tentait de séduire les monarchies du Moyen-Orient, il s'est dit que les minorités ne sont finalement pas si importantes par rapport à la relation avec les pétromonarchies du Golfe, celles-là mêmes qui soutiennent en partie les mouvements salafistes.

« Le drame de pays comme l'Égypte par exemple, c'est que la dictature de Moubarak et

Nasser a complètement haché l'intelligentsia chrétienne égyptienne. » Tigrane

De plus, la majorité des chrétiens d'Orient restent orthodoxes, et ces églises orthodoxes sont très nationalistes. Elles ont toujours cultivé un rejet de l'Occident, et considèrent qu'il est responsable en grande partie de leurs malheurs, notamment depuis les croisades, mais aussi après avec ce que l'on appelle l'uniatisme. L'uniatisme renvoie à la période à la fin du Moyen Âge où l'Occident a essayé de forcer ces églises orthodoxes à rentrer dans le giron catholique romain. C'est pour ça qu'il y a des coupures grecs orthodoxes/grecs catholiques, arméniens orthodoxes/arméniens catholiques. Et ceux qui sont restés orthodoxes gardent un fort ressentiment. Selon l'Œuvre d'Orient, «En Irak, Syrie, Ukraine, Arménie, Éthiopie, les communautés chrétiennes affrontent des crises d'une rare violence». Pourquoi la situation des chrétiens est-elle si terrible en Orient ? Ils ont été totalement écrasés par le marteau islamiste et par l'enclume autoritaire en Syrie, en Égypte, en Irak... Le drame de pays comme l'Égypte par exemple, c'est que la dictature de Moubarak et Nasser a complètement haché l'intelligentsia chrétienne égyptienne. Il y avait une vraie classe copte, éduquée, érudite, qui aurait vraiment pu jouer un rôle important dans la démocratisation du pays. Même en Irak, sous Saddam Hussein, il y avait une intelligentsia chrétienne qui aurait été tout à fait apte à prendre une part de responsabilité dans le nouvel Irak. Mais tous ces gens-là ont été sacrifiés. Les sanctions économiques sont un problème majeur des chrétiens d'Orient. Les chrétiens syriens, par exemple, sont totalement appauvris, ils ont été frappés de plein fouet par l'embargo voté par les Américains, le fameux «Cesar act». Ça a des conséquences calamiteuses sur l'accès à la santé, à l'alimentation, aux carburants. Au Liban, c'est un autre cas de figure, il s'agit d'un véritable suicide. Les élites libanaises, toutes confessions confondues, portent une responsabilité accablante dans l'effondrement de l'État et dans la captation des ressources au détriment de la population. Le problème est qu'il y a encore, malheureusement, une fuite des cerveaux. Le Liban est un pays qui produit peu économiquement, mais qui engendre beaucoup de cerveaux, notamment chez les Maronites, sauf qu'ils ne restent pas. On a pourtant besoin d'eux pour moderniser ces sociétés. On a aussi besoin des jeunes pour repenser l'Église orientale, dont les cadres se font vieillissants. La crise est sociale, politique, intellectuelle, démographique... Et au Liban, en Irak, en Syrie, les universités se vident, les chrétiens y étaient pourtant

très présents

18.Charlie Hebdo

3 janvier 2023

Par [Jean-Yves Camus](#)

Mis en ligne le 3 janvier 2023 · Paru dans l'[édition 1588](#) du 28 décembre 2022

Pour l'Arménie, victime à l'ombre de l'Ukraine

La guerre en Ukraine aurait tendance à nous faire oublier la menace qui pèse sur l'Arménie et le Haut-Karabakh. Il est désormais plus urgent que jamais de se mobiliser en faveur des Arméniens.

Ceci est un cri d'alarme et un appel à l'action. Lecteurs qui vous engagez en soutien à l'Ukraine agressée par la Russie, ne laissez pas s'accomplir, à l'ombre de la guerre qui frappe Kiev, le forfait qui peut mener d'un jour à l'autre à la disparition de l'Arménie et du Haut-Karabakh, comme à celle du peuple arménien, déjà martyrisé en 1915.

Voilà plus d'un siècle que nous savons, d'une preuve certaine puisqu'un génocide a été commis, que l'Arménie et son peuple gênent. Ils gênent le dessein commun de Bakou et Ankara, qui consiste, sous couvert d'une parenté (réelle) des peuples azéris et turcs, à établir un continuum géographique et politique entre la mer Caspienne et la Turquie, jusqu'à la mer Noire et la Méditerranée.

À LIRE AUSSI : [Arménie-Azerbaïdjan : ne riez pas, le Haut-Karabakh, ça nous concerne](#)

Pour réaliser ce rêve qui se nomme panturquisme, comme pour tirer la plus grande richesse possible du gaz naturel et du pétrole de l'Azerbaïdjan, il faut faire

sauter un verrou : celui de la présence arménienne, en particulier au Haut-Karabakh. L'annexer une fois pour toutes, puis pousser ses pions dans la province arménienne du Syunik afin de faire la jonction avec un autre territoire appartenant à l'Azerbaïdjan, le Nakhitchevan. Ensuite, le tour est joué, la route d'Izmir et d'Istanbul sera ouverte. Elle sera percée une nouvelle fois sur les cadavres des Arméniens.

Si, au passage, les alliés turcs et azéris ont vraiment envie de terminer le travail sur le mode « épuration ethnique », les 120 000 Arméniens du Haut-Karabakh et les 3 millions d'habitants de l'Arménie, pays enclavé et sans ressources naturelles, devront défendre chèrement leur peau. Ils le font déjà, pendant que les yeux des Européens, fixés sur Kiev, se détournent d'Erevan parce que le gaz de Bakou va adoucir notre hiver.

L'hiver des habitants du Haut-Karabakh, lui, est terrible : profitant de ce que l'armée russe, censée assurer depuis 2020 le cessez-le-feu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, est embourbée en Ukraine, Bakou bloque depuis le 12 décembre le corridor de Latchine, seule voie d'accès entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. Ne rentrent ni médicaments, ni nourriture, ni aide humanitaire. Le gaz est quasiment coupé, les hôpitaux ne peuvent plus soigner les malades critiques ni les évacuer vers Erevan. C'est une asphyxie lente, destinée à provoquer un exode massif des Arméniens du Haut-Karabakh et à y installer ensuite, une fois le blocus « miraculeusement » levé, des centaines de milliers d'Azéris pour changer définitivement l'équilibre démographique, prélude à une annexion pure et simple par un référendum dont le résultat sera acquis d'avance.

À LIRE AUSSI : [Grande poutinie : aux suivants !](#)

Accords gaziers obligent, l'Union européenne fait profil bas, et la France répète qu'elle « *fait tout pour favoriser une solution pacifique au conflit* ». Ces antiennes n'impressionnent ni Bakou ni Ankara qui, eux, ont un objectif précis, adossé à une idéologie et aux moyens matériels de le mener à bien. La diaspora arménienne aide les victimes au maximum de ses possibilités. À travers tout le spectre politique, du communiste Pierre Ouzoulias en passant par Anne Hidalgo jusqu'à - François-Xavier Bellamy et Bruno Retailleau, des voix s'élèvent pour l'Arménie, que rejoignent celles de Sylvain Tesson, Jean-Christophe Buisson, Valérie Toranian et Franz-Olivier Giesbert dans la sphère médiatique. Cela n'est pas assez. Il faut retrouver la vigueur d'Anatole France, de Jean Jaurès et de Georges

Clemenceau, qui sonnèrent le tocsin au moment des premiers massacres ottomans, puis du génocide de 1915.

Chers amis

Terre et Culture a le plaisir de vous inviter à l'exposition photographique

« Le Haut-Karabagh, un patrimoine multimillénaire en danger de disparition ».

Non à la « nakhitchévanisation » de l'Artsakh.

(affiche en pièce jointe)

L'exposition est organisée par l'Organisation Terre et Culture et la Maison de la Culture Arménienne de Paris et sera ouverte **du 18 au 31 janvier 2023 de 13H00 à 21H00**

au sous-sol de la Maison de la Culture Arménienne de Paris

17 rue Bleue 75009 à Paris (Métro Cadet).

Vous êtes invités à assister aux différents événements organisés dans le cadre de cette exposition dont le programme est présenté ci-dessous et en pièce jointe. Une visite guidée et un atelier sur les monuments culturels de l'Artsakh seront proposés aux enfants de 4 à 9 ans **le dimanche 22 janvier**

à 15H00.

N'hésitez pas à diffuser l'information auprès des familles qui seront intéressées pour y emmener leurs enfants.

Nous vous attendons nombreux.

Bien cordialement,

Organisation Terre et Culture

PROGRAMME

18 au 31 Janvier de 13h à 21h **Dimanche 22 Janvier 2023 de 15h à 17h**

Atelier éducatif sur les monuments culturels de l'Artsakh pour les enfants de 4 à 9 ans.

Mardi 24 Janvier 2023 à 20h

Conférence : L'instrumentalisation des patrimoines par le pouvoir azerbaïdjanais, *par Sahag Sukiasyan*

Vendredi 27 Janvier 2023 à 20h

Table ronde : Le Haut-Karabagh, un patrimoine multimillénaire en danger de disparition

Programme. Avec *Hovhannès Guévorkian, Jean-François Colosimo, Vahé Ter Minassian, Anahit Akopian*

Samedi 28 Janvier 2023 de 14h à 18h

Journée des adolescents (de 10 à 16 ans)

Mardi 31 Janvier 2023 à 20h

Conférence : Quelles propositions pour l'avenir ?, *par François Pupponi*



